

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT  
Unité territoriale Tarn-Aveyron  
ICPE n° 0600012

**Arrêté de mise en demeure du - 9 AVR. 2015**  
**concernant une carrière de granite exploitée par la SARL *Les Carrières de l'Arthuzié***  
**au lieu-dit *Plamborde*, sur le territoire de la commune de Burlats**

Le préfet du Tarn,  
Chevalier de la Légion d'honneur

- Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.514-5, L.516-1, R.516-1 et R.516-2 ;
- Vu le décret du Président de la République du 31 juillet 2014 portant nomination de Monsieur Thierry GENTILHOMME en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> septembre 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Hervé TOURMENTE, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premiers traitements des matériaux de carrières ;
- Vu l'arrêté du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu la circulaire du 9 mai 2012 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières et au stockage des déchets de l'industrie des carrières ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2006 autorisant la SARL *Les Carrières de l'Arthuzié* à exploiter à ciel ouvert une carrière de granite au lieu-dit *Plamborde*, sur le territoire de la commune de Burlats ;
- Vu l'acte de cautionnement solidaire établi au bénéfice de la SARL *Les Carrières de l'Arthuzié*, représentée par M. Yannick POUGET, par la société CNP CAUTION le 17 septembre 2012, dont l'échéance est le 25 janvier 2015 ;
- Vu la visite d'inspection réalisée le 3 mars 2015 et le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 30 mars 2015, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que la SARL *Les Carrières de l'Arthuzié*, sise 38 lotissement du Carla - 81100 Burlats, poursuit l'exploitation de la carrière de granite située au lieu-dit *Plamborde*, sur le territoire de la commune de Burlats ;

- Considérant que les garanties financières ne sont plus constituées depuis le 25 janvier 2015 ;
- Considérant que les garanties financières auraient dû être renouvelées au moins six mois avant la date d'échéance ;
- Considérant que le non renouvellement des garanties financières constitue un non respect de la prescription GF2 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2006 ;
- Considérant qu'en pareille situation, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement et de mettre en demeure la SARL *Les Carrières de l'Arthuzié* de constituer les garanties financières correspondantes, conformément à l'arrêté du 31 juillet 2012 ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn,*

**arrête**

**Article 1**

La SARL *Les Carrières de l'Arthuzié* est mise en demeure de fournir au préfet, avant le 30 juin 2015, un acte de cautionnement solidaire. Cet acte sera établi conformément à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

**Article 2**

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 3**

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) - inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la SARL *Les Carrières de l'Arthuzié* et dont une copie est déposée à la mairie de Burlats pour être communiquée à toute personne qui en ferait la demande. Une copie de cet arrêté est transmise pour information au sous-préfet de Castres.

Albi, le - 9 AVR. 2015

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

HERVÉ TOURMENTE

**Délais de recours :** Le présent arrêté peut être déféré par l'exploitant au tribunal administratif de Toulouse - 68, rue Raymond IV - BP 7007 - 31068 Toulouse cedex 7, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.